

Le 11 mai 2021

Ce que nous avons entendu :

FORUM DES GRANDES SOLUTIONS DE L'ICPA LEADERS D'OPINION DE CONFIANCE AVANT LE DIALOGUE



Introduction

Il y a un an et demi, au début de 2020, l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) a mis sur pied un programme de recherche intitulé « Créer la prospérité à partir du chaos ». Au départ, le chaos faisait allusion aux perturbations du commerce mondial, à la durabilité des systèmes agroalimentaires (SAA) et à la sécurité alimentaire. Toutefois, le chaos a revêtu un nouveau sens lorsque la pandémie a commencé, affectant la santé et le bien-être de tous et donnant lieu à une « nouvelle normalité » chaotique dans notre vie quotidienne.

Le programme « Créer la prospérité à partir du chaos » s'est terminé en mai 2021 au Forum des grandes solutions (FGS). Le premier jour du FGS a été un dialogue sur invitation seulement. Il comprenait un conférencier de marque et une présentation de l'ICPA qui décrivait les conclusions tirées du programme d'un an et mettait les participants au défi de réfléchir à des solutions.

Le système agroalimentaire canadien présente beaucoup de potentiel et est en mesure de contribuer à la production alimentaire durable, à la sécurité alimentaire mondiale et aux solutions de lutte contre les changements climatiques, tout en améliorant ses avantages concurrentiels. Les conclusions indiquent clairement que le Canada a une « compétitivité environnementale »; le Canada est l'un des rares pays à avoir un surplus de biocapacité, avec une faible intensité des émissions de GES des produits

agricoles, ce qui est inférieur à la plupart des pays de la catégorie. Il a également la capacité de séquestrer d'importantes quantités de carbone dans les forêts, les prairies et les terres cultivées. La question clé est donc de savoir comment nous pouvons le protéger et l'améliorer tout en tirant le maximum de cet avantage concurrentiel unique.

Il y a consensus sur le fait que nous devons aborder la stratégie, les défis stratégiques et les possibilités pour le système agroalimentaire du Canada au moyen d'une approche « santé unique » et au centre du « commerce, des changements climatiques, de la durabilité et de la sécurité alimentaire ». Pour obtenir de bons résultats, il faut porter attention à chacune de ces catégories.

Après la présentation de l'ICPA, les participants ont été mis en petits groupes et chargés de discuter d'une série de questions découlant de la présentation. Les faits saillants de la discussion sont présentés ci-dessous avec la quatrième série de questions qui s'adressent aux mesures clés qui sont nécessaires pour assurer que le Canada peut achever son potentiel maximum pour prospérer et rester concurrentiel pendant qu'il vise aux changements climatiques, à la préservation de son capital naturel et à sa biodiversité, en contribuant à la santé unique et à la sécurité alimentaire global à l'avenir.

Conclusions Thème 1 :

Intensification durable, risques liés au climat, aux maladies animales et végétales et approche « santé unique »

Le système agroalimentaire canadien bénéficie de certains avantages environnementaux et comparatifs découlant des ressources naturelles, de la géographie, de la technologie et du savoir-faire dans la production de produits agroalimentaires. Le Canada contribue et pourrait continuer de contribuer à l'approvisionnement alimentaire, à la sécurité alimentaire et aux solutions en matière de changements climatiques en offrant des produits agroalimentaires à faible intensité des émissions de GES. Mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. 1) En tant qu'exportateurs, nous devons maintenir et développer notre compétitivité en améliorant conjointement la durabilité et la productivité; 2) nous devons réduire les risques provenant des maladies animales et végétales pour notre système agroalimentaire et pour la sécurité alimentaire mondiale, en adoptant l'approche de « santé unique » pour la recherche, l'innovation et la réglementation. Par conséquent, le succès futur du système agroalimentaire du Canada (SAF) exigera des efforts concertés pour réaliser des gains de productivité durables, car l'intensification durable et l'amélioration de la productivité sont essentielles pour :

- réduire les émissions de GES, améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources et les résultats environnementaux;
- assurer la rentabilité des fermes;
- renforcer la sécurité alimentaire, à l'échelle nationale et mondiale.

Il a été démontré que les changements climatiques ont annulé les gains de productivité agricole des sept dernières années dans la plupart des pays, à l'exception du Canada et de la Russie. Cependant, le changement climatique n'est que l'un des nombreux risques qui pourraient menacer la production agricole, tant au pays qu'à l'échelle mondiale. La pandémie actuelle a clairement défini les répercussions potentielles et catastrophiques des zoonoses sur la santé humaine, la sécurité alimentaire et la santé socioéconomique. La recherche montre que la santé des plantes, des animaux et des humains sont intimement liées et bénéficient de la santé du sol, du microbiome et de la biodiversité végétale et animale. Par conséquent, la santé des sols, le microbiome et la santé animale jouent un rôle important dans la prévention des pandémies, comme celle à laquelle nous faisons face actuellement, grâce à cette interconnexion. C'est ce qu'on appelle une « intensification durable ».

Il sera essentiel d'améliorer la productivité en investissant dans les recherches publiques et privées qui suivent une approche de « santé unique » tout en adoptant les cadres réglementaires adéquats pour une intensification durable qui soit bénéfique à la santé végétale, animale, humaine et socio-économique, et donc aux perspectives d'avenir du secteur.

Pour comprendre la faisabilité et les exigences de l'atteinte de ce résultat, l'ICPA a posé les questions suivantes aux leaders d'opinion de confiance :

Question no 1 :

Disposons-nous des connaissances, de l'innovation et des systèmes de diffusion appropriés qui pourraient intégrer une approche de « santé unique » pour améliorer l'intensification durable tout en contribuant aux solutions de lutte contre les CC?

Comment concevoir les politiques et les stratégies pertinentes qui produiront des résultats pour l'avenir du secteur agroalimentaire?

- Le Canada possède les connaissances scientifiques, la technologie et le savoir-faire nécessaires pour continuer d'améliorer la productivité agricole grâce à la faible intensité des émissions de GES de ses produits et à l'amélioration des résultats environnementaux. Toutefois, ces pièces sont très compartimentées, ne sont pas bien coordonnées et aucune technologie ne pourrait à elle seule répondre à toutes les exigences du produit.
- Nous n'avons pas la culture et les institutions nécessaires pour encourager les approches multidisciplinaires en matière de recherche. Le lien souhaité entre les scientifiques et les spécialistes en sciences sociales est rare ou n'existe pas et n'est pas favorisé par le maintien de silos distincts entre les organismes subventionnaires, p. ex., CRSNG, CRSH et IRSC. Nous avons besoin de grappes socio-technologiques axées sur les résultats pour produire les caractéristiques souhaitées et en tirer des avantages économiques.
- L'investissement dans le développement de nouvelles technologies est souvent gaspillé, car il n'est pas adopté aussi rapidement qu'il le devrait, car les considérations de confiance et de comportement des consommateurs ne sont pas prises en compte dans le processus de développement. Par exemple, la pomme Arctic n'appartient plus au Canada, malgré d'importants investissements canadiens dans cette technologie, et le riz doré est un autre exemple mondial qui entraîne des gains non mécanisés sur le plan commercial, de la santé humaine et de la sécurité alimentaire.
- Il est également essentiel de convertir les bonnes pratiques en gains économiques en étiquetant les produits de façon transparente à l'aide de renseignements pertinents et crédibles sur leur santé, leur nutrition et leur empreinte environnementale, etc. Cela exige des partenariats public-privé bien établis. Les agriculteurs qui adoptent de nouvelles technologies (c.-à-d. la technologie agricole de précision) n'obtiennent pas de valeur sur les marchés, car leurs produits ne sont pas différents des autres. Nous devons également être en mesure de raconter toute l'histoire des intrants et des extrants (y compris la santé écologique et humaine) dans notre industrie, ainsi que les contributions de l'agriculture aux solutions aux changements climatiques. Il faut expliquer les avantages de l'intensification durable pour l'environnement, le commerce, l'économie et la sécurité alimentaire. Et nous n'avons pas les données, les paramètres et les normes nécessaires pour le faire.
- En général, les producteurs accélèrent l'adoption d'innovations, qu'elles soient influencées par des chocs, comme le COVID, ou par les demandes des consommateurs. Une grande partie du changement et de l'innovation découle de la demande en aval pour les attributs des produits, des détaillants aux producteurs. Le COVID encourage le développement et l'utilisation de la robotique dans la production à l'échelle mondiale. Autrement dit, les producteurs ont besoin d'incitatifs pour changer leur comportement et adopter de nouvelles technologies ou pratiques. Ils veulent savoir en quoi cela aura une incidence sur leurs résultats financiers et ce qu'ils en retirent. Pour cette raison, les groupes de producteurs exigent de plus en plus des services de vulgarisation et de diffusion de la technologie et des connaissances pour compléter les investissements dans l'innovation. Et bien qu'il y ait d'importantes subventions à l'agriculture dans le monde, elles pourraient être reconfigurées pour offrir ces incitatifs afin d'obtenir de meilleurs résultats.
- Les investisseurs recherchent des options de placement ESG qui créent des occasions pour le secteur de bénéficier de meilleurs résultats en matière d'environnement et de santé.
- Les producteurs craignent d'être exclus de la politique alimentaire et de la politique sur les changements climatiques du Canada, et ils en ont assez de la façon dont le secteur est dépeint récemment comme un traînard environnemental. L'approche « santé unique » doit être jugée acceptable au niveau de la ferme comme outil clé de gestion des risques et de réduction des méfaits qui, en fin de compte, aurait un effet positif sur les profits agricoles. Cette approche doit être accompagnée de politiques et de règlements habilitants cohérents pour l'introduction d'outils et de soutien appropriés au secteur qui pourraient promouvoir des aliments sains et nutritifs pour la consommation humaine et contribuer à la santé écologique. Il nous manque peut-être une supergrappe d'organismes de réglementation avec une approche multidisciplinaire.
- En dépit des mandats partagés, les participants ont fortement l'impression que le gouvernement travaille encore en vase clos lorsqu'il s'agit de gérer les résultats conjoints du SAF, à savoir les résultats en matière d'alimentation, de santé et d'environnement. Il en va de même pour les milieux des sciences et des sciences sociales et les questions de compétence entre les gouvernements FPT qui exacerbent la situation. L'industrie et le milieu universitaire sont également coupables de travailler en vase clos.

Conclusions Thème 2 :

Ajouter de la valeur au système agroalimentaire canadien

Il y a plusieurs années, le Conseil consultatif en matière de croissance économique (CECA) a établi des objectifs ambitieux de croissance pour le secteur agroalimentaire du Canada (85 milliards de dollars d'ici 2027), ce qui nécessite de doubler la part des exportations agroalimentaires du Canada et de stimuler la production à valeur ajoutée. En même temps, les vulnérabilités soulevées au cours des premiers mois du COVID au sujet de la résilience du secteur et des préoccupations des consommateurs et des investisseurs au sujet de la sécurité alimentaire, des changements climatiques et de l'environnement mènent à des appels en faveur d'une plus grande capacité de transformation des aliments à valeur ajoutée au Canada. Cela nécessitera des investissements accrus.

Nous savons que la croissance de la population mondiale et des revenus devrait se poursuivre après l'adoption du COVID et que cela propulsera la croissance de la demande de produits de haute valeur à l'échelle mondiale, offrant ainsi des possibilités de croissance pour le Canada. Le Canada jouit déjà d'une bonne réputation pour la qualité, la salubrité et la durabilité de ses produits alimentaires, et se classe bien au classement ESG. Par le passé, le Canada a démontré sa capacité de créer des produits-créneaux de grande valeur exportés vers des marchés de choix. Mais elle a aussi vu les importations de produits transformés en provenance des États-Unis prendre de l'importance.

Le Canada n'a toujours pas l'échelle nécessaire pour être concurrentiel et accroître ses exportations, car seulement un faible pourcentage des transformateurs sont grands au pays. Ajouter de la valeur en faisant des attributs de durabilité et de santé un avantage concurrentiel peut améliorer les perspectives du secteur et stimuler la résilience et les préoccupations nationales en matière de sécurité alimentaire, mais cela exige des normes et des mesures qui sont reconnues et acceptées par les consommateurs ici et à l'étranger. D'autres conclusions ont été tirées :

- La **durabilité des chaînes d'approvisionnement agroalimentaires** est essentielle à la résilience de tous les acteurs du secteur et à la sécurité alimentaire nationale.
- La croissance de la capacité à valeur ajoutée supposera **de mettre en place les conditions commerciales propices** à la venue d'investissements ainsi que **la définition des normes et des paramètres de durabilité appropriés**.
- Il serait possible de répéter les succès passés du Canada pour les produits à haute valeur ajoutée dont les caractéristiques répondent à la demande des marchés.

Pour comprendre la faisabilité et les exigences de l'atteinte de ce résultat, l'ICPA a posé les questions suivantes aux leaders d'opinion de confiance :

Question no 2 :

Comment faire pour concevoir et produire davantage en valeur ajoutée au Canada?

Outre la transformation, quels sont les autres moyens envisageables pour obtenir une plus grande valeur ajoutée? Nos conditions commerciales, nos normes et notre cadre réglementaire sont-ils suffisamment avantageux pour attirer les investissements à valeur ajoutée au Canada?

- Augmenter l'échelle : En augmentant leur échelle, les entreprises canadiennes de transformation des aliments et des boissons (AB) peuvent réduire leurs coûts et accroître leur efficacité, ce qui leur permet de concurrencer les importations nationales et internationales. Mais cela suppose des investissements dans de nouveaux capitaux et de nouvelles technologies qui augmentent la productivité, comme l'automatisation accrue. Cela nécessitera plus de travailleurs hautement qualifiés qui peuvent soutenir les nouvelles technologies de pointe et contribuer à la compétitivité des établissements de transformation AB canadiens.
- Diversifier et trouver de nouveaux marchés à l'étranger : Le Canada dépend beaucoup du marché américain pour ses exportations de produits transformés en raison de sa proximité, de sa similarité et de son intégration. En trouvant de nouveaux marchés à l'étranger, les transformateurs canadiens de AB peuvent accroître la production et la diversité des produits à valeur ajoutée qui répondent à ces nouvelles exigences du marché. Le commerce mène généralement à la capacité de prendre de l'expansion. Mais le Canada doit faire plus de promotion du commerce et accroître ses effectifs sur le terrain pour développer et desservir ces marchés. La mise en oeuvre plus complète des accords commerciaux existants sera également importante.
- Promouvoir le développement de produits-créneaux qui peuvent être vendus sur des marchés haut de gamme à l'étranger : Le Canada a de l'expérience dans le passé dans le développement et la production de produits-créneaux pour des marchés de choix (p. ex., le Japon). Si l'on trouve suffisamment de marchés pour ces produits-créneaux, les transformateurs peuvent augmenter leur échelle grâce aux avantages concurrentiels qui en découlent.
- Tirer parti de l'« avantage comparatif environnemental du Canada : Le Canada jouit d'une bonne réputation et d'un avantage comparatif en matière de ressources naturelles et de production durable, ce qui peut offrir des possibilités de commercialisation de produits de plus grande valeur qui sont durables. Toutefois, cela exige des normes et des mesures fiables qui sont fondées sur la science et bien reconnues et acceptées par les consommateurs afin qu'ils puissent profiter de la valeur et des avantages supérieurs pour la société qui en découlent.
- Fournir de meilleures données et de meilleurs renseignements qui peuvent éduquer les consommateurs et dissiper les mythes entourant la performance environnementale du Canada. Le gouvernement peut jouer un rôle dans l'élaboration de données et dans la sensibilisation des consommateurs et du public aux avantages environnementaux du Canada. Grâce à une meilleure information, les consommateurs augmenteront la demande pour ces produits durables de plus grande valeur qui présentent des caractéristiques que les consommateurs veulent.
- Le Canada devrait jouer un rôle de chef de file dans les processus internationaux d'établissement de normes afin d'être proactif dans l'établissement des exigences du marché pour des produits durables et écologiques plutôt que d'attendre qu'elles soient déterminées ailleurs.
- Continuer de promouvoir la libéralisation du commerce au moyen de nouveaux accords de libre-échange (ALE) et travailler à la mise en oeuvre plus complète des accords existants. Les barrières non tarifaires (BNT) entourant les produits transformés de plus grande valeur sont souvent plus difficiles à surmonter en raison des règles commerciales actuelles.
- Les politiques et les règlements du Canada dans l'ensemble des provinces, des industries et des ministères ne sont pas bien harmonisés et les règlements du marché diffèrent, les normes et les licences dans l'ensemble des provinces et des industries créent des obstacles à l'investissement et à la commercialisation transparente des produits dans les provinces et à l'échelle internationale.



Conclusions Thème 3 :

Le commerce fondé sur des règles- Les nouvelles approches des relations multilatérales

Le Canada est l'un des pays du monde qui dépend le plus des exportations agricoles et alimentaires et est donc l'un des plus menacés par l'affaiblissement du système fondé sur des règles régi par l'OMC. Cela nous a placé dans un désavantage comparatif nettement pire que celui des États-Unis, de la Chine et de l'Union européenne. Nous avons également souffert de l'incertitude des investisseurs au moment où l'ALENA était renégocié, le PTPGP était miné par l'accord de commerce agricole non conforme des États-Unis avec le Japon et les exportateurs canadiens étaient entravés par l'incapacité de faire en sorte que l'Union européenne respecte ses engagements dans le cadre de l'AECG.

Non seulement cela est déprimant sur le plan économique et cause de profondes divisions au sein du secteur agroalimentaire, mais cela a des ramifications dans le monde, car deux choses sont claires. L'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient sont de plus en plus en déficit alimentaire et tous les pays s'engagent à réduire les émissions de GES, dont 23 % dans le monde sont liés à l'agriculture, à la foresterie et aux autres utilisations

des terres (AFOLU). Le Canada affiche de plus en plus un excédent agricole et possède l'un des systèmes de production agricole dont l'intensité en carbone est la plus faible au monde. Par conséquent, les conclusions de la présentation de l'ICPA ont été généralement acceptées en ce qui a trait à la compréhension générale de la mesure dans laquelle cela est lié à la politique agricole et alimentaire nationale. Specifically:

- Il est essentiel que les échanges commerciaux soient fondés sur des règles pour renforcer la sécurité alimentaire et favoriser la croissance d'une production durable.
- La diversité des politiques nationales en matière de lutte contre les changements climatiques est susceptible de créer un effet de distorsion des échanges commerciaux mondiaux.
- Le climat géopolitique actuel nécessite de nouvelles approches pour trouver des solutions à l'échelle mondiale.

Les leaders d'opinion de confiance ont répondu aux questions suivantes au sujet de ces conclusions :

Question no 3 :

Comment concevoir des politiques nationales permettant de réaliser les objectifs suivants :

- Garantir la compétitivité du Canada sur les marchés mondiaux tout en luttant contre les changements climatiques, favorisant la production alimentaire durable et renforçant la sécurité alimentaire?
- Créer un effet de levier et influencer l'élaboration de règles internationales avec des partenaires partageant les mêmes valeurs afin de devenir une puissance douce légitime au niveau mondial?

Trois domaines ont été considérés comme essentiels pour que des mesures soient prises afin de demeurer concurrentiels, de lutter contre les changements climatiques et la sécurité alimentaire, d'accroître l'influence et l'influence par l'exercice du pouvoir discret.

- Reconnaître que la sécurité alimentaire n'est pas seulement un impératif social, mais qu'en raison des changements climatiques, un risque stratégique mondial croissant et notre capacité d'accroître la production avec une faible intensité en carbone et un impact relativement faible sur l'environnement peuvent être un atout transformateur.
- Reconnaître que notre gouvernance et notre politique ont accentué nos problèmes de taille et ont rendu difficile l'expansion en raison du système hautement cloisonné avec des responsabilités FPT partagées pour l'agriculture, ce qui rend le commerce entre les provinces plus difficile que le commerce entre les États européens tout en augmentant considérablement les coûts des transactions et le ralentissement des investissements.
- Reconnaître que le Canada, en tant que cinquième importateur et cinquième exportateur d'aliments en importance, officiellement bilingue et avec un mélange ethnique hautement qualifié et diversifié, possède des forces clés pour accroître son influence dans les organisations mondiales et les principaux marchés en croissance de l'Asie et de l'Afrique.
- Le Canada est un pays relativement petit et peuplé qui s'étend sur une vaste étendue géographique et dont les intervenants sont fortement cloisonnés et dont l'agriculture est une compétence partagée entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires. Cela remet en question la stratégie et a pour effet de rendre le système agroalimentaire incroyablement difficile d'atteindre une échelle concurrentielle. Par conséquent, un effort concerté doit être fait pour trouver des moyens de réduire les coûts de transaction et d'améliorer les perspectives d'investissement.
- Il y a eu de nombreuses suggestions pour faciliter la modernisation de la réglementation en travaillant horizontalement à l'échelle du gouvernement en examinant les règlements fédéraux, provinciaux et locaux qui doivent être axés sur les résultats. En tête de liste se trouverait l'harmonisation de la réglementation et de l'approche de programme pour la gestion des risques liés à la santé animale et aux zoonoses (p. ex., par l'entremise du concept de Santé animale Canada).
- On craignait que notre capacité d'accroître nos exportations soit menacée par l'affaiblissement du système de l'OMC fondé sur des règles et, par conséquent, par l'appui à la collaboration avec des pays aux vues similaires pour réparer les dommages à l'OMC et créer des solutions de rechange plurilatérales. À cet égard, beaucoup étaient d'avis que le Canada pourrait être un chef de file grâce à son avantage concurrentiel des forces environnementales de l'AFOLU et de la production alimentaire à faible intensité en carbone.
- Plusieurs ont exprimé le besoin de concentrer les acteurs mondiaux sur la réduction des externalités négatives en réorientant les subventions agricoles mondiales vers des externalités positives. La nécessité de monétiser la séquestration du carbone – l'agriculture régénérative et la culture du carbone a été considérée comme un prolongement naturel de cela pour le Canada.
- On a fait remarquer que pour renforcer notre pouvoir de négociation dans les discussions internationales, nous devons devenir moins dépendants des exportations. Il y a de plus en plus de possibilités, car le pourcentage des importations d'aliments de consommation au Canada est passé de 15 p. 100 en 1992 à 30 p. 100 aujourd'hui. À mesure que la demande extérieure augmentera, il sera de plus en plus rentable pour la chaîne d'approvisionnement canadienne d'avoir des solutions de rechange pour la transformation au pays.
- Il convient également de souligner que le marché canadien des aliments transformés est devenu un marché précieux pour un certain nombre d'autres pays. Par exemple, 25 p. 100 de tous les aliments transformés aux États-Unis sont exportés au Canada, ce qui constitue un levier important dans les discussions commerciales.
- On a fait valoir que, même si nous voulons attirer les investissements directs étrangers (IDE), nous devons trouver des moyens de garder au Canada un plus grand nombre de nos petites entreprises en croissance plutôt que de les vendre à des multinationales étrangères. Cela nécessiterait un travail égal pour attirer les IDE tout en reconnaissant que les aliments sont essentiels à la sécurité et qu'il vaut donc la peine de mettre à jour les règles de contrôle des investissements étrangers. Cependant, en même temps, nous devons reconnaître que l'alimentation étant un moteur socioéconomique, il faut en faire davantage pour créer de puissantes marques alimentaires canadiennes dotées de chaînes d'approvisionnement très résilientes et en pleine croissance.



Conclusions Thème 4 :

Politiques, institutions et systèmes de réglementation pour une approche de santé unique et un commerce- Changements climatiques- Durabilité- Lentille de la sécurité alimentaire

Nous vivons à une époque où 75 % des maladies infectieuses émergentes sont d'origine zoonotique, et la mortalité due aux maladies infectieuses (pré-pandémiques) a augmenté pour la première fois depuis le XIXe siècle. La résistance aux antimicrobiens (RAM) dans certaines parties du monde est hors de contrôle et la Banque mondiale (2018) estime que la RAM pourrait réduire le PIB mondial de plus de 3,5 % par année d'ici 2050.

Notre capacité de faire appel à des connaissances multidisciplinaires pour créer des solutions nous offre de grandes possibilités, relativement inexploitées. Une partie de cette solution consiste à adopter une approche « santé unique » à l'échelle du système, ce qui

est essentiel au succès futur de l'industrie. Santé unique englobe l'ensemble de la santé de l'écosystème, car la santé des végétaux, des animaux et des humains est un prolongement naturel de la santé de l'écosystème. C'est une question de durabilité et de résilience.

Les efforts requis exigeront des ressources, des investissements dans l'infrastructure, dans les systèmes de connaissances et d'innovation et, dans certains cas, la création de nouvelles institutions et de nouveaux systèmes pour remplacer ce qui ne nous fera pas avancer.

La quatrième et dernière question posée aux leaders d'opinion de confiance a fourni les principaux domaines d'action requis dans l'ensemble :

Question no 4 :

Comment pourrions-nous concevoir nos politiques, nos institutions et nos systèmes de réglementation pour :

- favoriser une approche de « santé unique » dans l'élaboration de politiques en matière de science, d'innovation et de réglementation?
- intégrer le lien entre le commerce, les changements climatiques et la durabilité dans le processus d'élaboration des politiques?

Les réponses résumées ci-dessous reflètent les points de vue de la majorité et fournissent les domaines d'action généraux qui sont nécessaires pour aborder tous les éléments du Forum des grandes solutions. Il s'agit notamment de ce qui suit :

Pensée systémique

- Pensée systémique pour la gestion des risques : Avec l'approche santé unique, nous devons tenir compte de la santé des végétaux, des animaux et des humains dans tout ce que nous faisons. Bien que le concept original ait évolué autour de la santé des plantes, des animaux et des humains, la recherche montre clairement qu'il n'est pas dissociable de la santé des sols, du microbiome, de la qualité de l'eau et des changements climatiques. Par conséquent, l'approche « santé unique » englobe l'ensemble du système écologique.
- Les décisions d'investissement en matière de recherche et d'innovation exigent un regroupement socio-technologique pour produire les résultats souhaités. Nous sommes tous très cloisonnés et nous n'utilisons pas une approche holistique. Nous devons développer une culture de travail interdisciplinaire à tous les niveaux; des projets, des programmes et des institutions si nous voulons bien faire les choses. Nous avons besoin de regroupements et de laisser tomber les intérêts acquis.
- Il doit y avoir des arrangements institutionnels, car c'est habituellement ce qui fonctionne lorsqu'il y a une responsabilité globale d'apporter une approche interdisciplinaire à la politique. L'intégration horizontale à l'échelle d'AAC, de l'ACIA, de l'ASPC et de l'ECCC pourrait être un bon point de départ avec une priorité claire et mandatée d'adopter une approche santé unique.
- L'appui de l'industrie et le besoin exprimé d'une telle mesure sont essentiels pour que les politiques s'orientent dans cette direction. Les investisseurs sont à la recherche d'options ESG, et l'industrie devrait être intéressée à créer des occasions de placement souhaitables. Réflexion sur les systèmes dans le développement des ressources humaines (RH) pour les groupements socio-technologiques axés sur les résultats qui pourraient transformer l'éducation, la création de connaissances et les systèmes de diffusion pour répondre aux besoins futurs du secteur et contribuer aux solutions de changements climatiques (CC) et à la sécurité alimentaire.
- La connaissance de la cohérence des politiques et de la performance de l'industrie sera nécessaire pour la performance de l'industrie ainsi que le soutien des consommateurs, dans ce contexte, une plateforme de connaissances pour la création de données, la diffusion des connaissances et la lisibilité sera nécessaire.
- Les agriculteurs, en tant que « gestionnaires des cycles du carbone, de l'azote et du phosphore pour produire des aliments, du carburant, de l'énergie, des protéines et améliorer la santé des écosystèmes, le sol et la qualité de l'eau », doivent appuyer l'élaboration d'une telle politique.
- L'industrie peut et doit jouer un rôle en influençant les gouvernements provinciaux, fédéral ou même municipaux lorsqu'il faut des politiques cohérentes à l'échelle du pays, et non pas dans le cadre du processus FPT.

Approche stratégique

- Une réflexion plus systémique et stratégique est nécessaire pour concevoir des politiques qui élaborent des stratégies prospectives axées sur ce qui sera l'avantage du Canada dans 20 à 30 ans.
- Commencez à discuter du genre de plateformes dont nous avons besoin pour favoriser la santé durable, les entreprises durables et un environnement durable.
- Évaluer les politiques existantes et les processus d'élaboration des politiques en fonction de leur incidence sur l'avancement du SAA du Canada.
- Évaluer les risques, puisque le fait de faire face aux risques produira de meilleures stratégies avec l'option « Qu'arrivera-t-il si une stratégie particulière ne fonctionne pas? ».
- Repenser et remodeler les processus FPT. Le progrès exige un changement cohérent pour faire du Canada un chef de file en matière de normes internationales et pour déterminer comment adopter la durabilité/santé unique comme stratégie de croissance future. Il faudra peut-être modifier les relations FPT et, plus précisément, les relations entre les provinces pour s'éloigner de l'approche « moi aussi » et se concentrer sur les gains communs.

Partenariats public-privé

- Les partenariats public-privé sont essentiels pour fournir des normes et des étiquetage crédibles et un étiquetage pour les producteurs afin de capter la valeur des marchés pour les pratiques innovantes qui donnent des produits avec des attributs crédibles tels que la faible empreinte environnementale, la qualité nutritionnelle, etc. Il est impératif d'instaurer la confiance pour développer les marchés et extraire une valeur économique de ces produits.
- Les systèmes d'échange de droits d'émission sont un autre moyen de tirer profit de la contribution du secteur aux solutions de CC, mais ils nécessitent également des normes bien comprises et mesurables et des marchés du carbone fonctionnels, qui pourraient être établis dans le cadre de partenariats public-privé.
- Élaborer une façon systématique de partager le fardeau des transitions radicales pour améliorer le SAA.
- Évaluer les besoins du secteur qui ne sont pas des biens privés : l'infrastructure, le marché et l'information commerciale.
- Les systèmes résilients nécessitent une capacité redondante. En cas d'urgence, la redondance dans le SAA pourrait fonctionner comme un bien public en assurant la sécurité alimentaire nationale. Par conséquent, il faudrait songer à des partenariats public-privé pour conserver une certaine capacité redondante.

Leadership ambitieux des secteurs public et privé

- L'avenir sera de plus en plus compliqué et exigera des choix difficiles. Le leadership ambitieux des secteurs public et privé sera essentiel pour faire progresser le SAA.
- Le système agroalimentaire du Canada a réussi à améliorer ses pratiques et ses résultats environnementaux. Cependant, une partie importante de la population ne comprend pas et n'apprécie pas cela. Le leadership est essentiel pour raconter l'histoire du SAA aux consommateurs canadiens.
- Le Canada jouit d'une crédibilité internationale et se classe bien dans les classements internationaux en ce qui concerne les facteurs ESG, la compétitivité et la qualité de vie, ce qui peut nous aider à régler certains des problèmes de durabilité du commerce qui ont été cernés. Le leadership public et privé est nécessaire pour raconter l'histoire du système agroalimentaire canadien et veiller à ce que tout changement aux règles commerciales reflète de bonnes données scientifiques et non des idées fausses au sujet du secteur. Si le Canada ne prend pas dès maintenant des mesures pour être un chef de file, il risque de perdre sa capacité d'influencer l'élaboration de son propre programme.

ⁱOrtiz-Bobea, A. et coll. 2021. « Les changements climatiques anthropiques ont ralenti la croissance de la productivité agricole ». *Nature Climate Change*. Vol 11, avril 2021. Pp. p. 306-312.

Barrett, Christopher B. et coll. Bundling innovations to transform agri-food systems (nature.com) *Durabilité de la nature*. Déc. 2020.